

# C'EST NON !

Mardi 10 janvier, la Première ministre a annoncé le projet de contre-réforme des retraites du gouvernement. Sous prétexte de sauver un régime prétendument au bord de la faillite, c'est donc une augmentation de l'âge légal de départ à 64 ans et l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation qui sont prévus par le gouvernement.

*Guidé seulement par des considérations budgétaires,* c'est sur le dos des travailleuses et des travailleurs que le gouvernement espère réaliser des économies. Pour les agent.e.s de la fonction publique territoriale, ce projet se révèle particulièrement nocif : ils sont déjà majoritairement contraints à décaler leur départ en retraite, au-delà de 62 ans dans le système actuel, et rien n'est envisagé pour reconnaître la pénibilité de nombreux métiers au-delà de la catégorie active actuelle. En outre **cette réforme pénalise particulièrement les femmes**, qui ont des carrières plus souvent discontinues que les hommes et sont plus souvent à temps partiel ou temps non complet.

*Pour financer et améliorer le système actuel,* d'autres voies sont possibles, à commencer par l'augmentation des salaires. Alors que les grandes entreprises engrangent des profits et versent des dividendes records à leurs actionnaires, c'est aux salarié.e.s que le gouvernement demande des sacrifices.

*C'est donc bien une réforme injuste et brutale que veut mettre en œuvre le gouvernement,* rejetée majoritairement par l'opinion publique et par l'ensemble des organisations syndicales.

La FSU Territoriale réaffirme son opposition catégorique à cette réforme et appelle l'ensemble des agent.e.s à manifester le 19 janvier pour le retrait de ce projet.

**CONTRE LE PROJET DE REFORME DU GOUVERNEMENT, POUR UNE MEILLEURE REPARTITION DES RICHESSES, POUR NOS RETRAITES**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE LE 19 JANVIER**

